# Décidons *nous*-mêmes!

Attentes budgétaires 2023

BLOC Québécois

# TABLE DES MATIÈRES


## 3 CONTEXTE ET VISION

## 12 ATTENTES BUDGÉTAIRES

12 Déséquilibre fiscal
12 Politique de l'aérospatiale
13 Aînés
13 Assurance-emploi
14 Recherche
14 Logement
15 Agriculture et agroalimentaire
15 Infrastructures
16 Environnement
16 Culture et médias
17 Appareil fédéral et perception fiscale
17 Régions, mines et forêt
18 Consommateurs et petites entreprises
18 Premières nations

# CONTEXTE ET VISION

Parce qu'elles mettent nos sociétés sous tension, les crises sont riches d'enseignements. Elles placent sous les projecteurs tant nos forces que nos faiblesses. Or, depuis trois ans, nous évoluons au cœur d'une poupée russe de crises qui ont révélé des faiblesses tant dans notre structure économique que dans l'action gouvernementale.

***La crise de la COVID a révélé le sous-financement des soins de santé et les failles du régime d'assurance emploi.***

D'abord, il y a eu la crise de la COVID, les confinements, l'économie sur pause.

Crise de santé publique d'abord, elle a révélé l'extrême fragilité du système, amplifiée par le vieillissement de la population, mais surtout causée par un sous-financement fédéral chronique qui s'est amplifié depuis 2017 lorsque les transferts en santé ont cessé d'être harmonisés à la hausse des coûts. Un meilleur partage des dépenses en santé, incluant un financement fédéral adéquat et prévisible, aurait mis notre système de santé à l'abri d'un risque d'effondrement.

Les ententes récentes sont d'ailleurs insuffisantes pour écarter ce danger. Au mieux, elles figent dans le temps à un niveau insuffisant la part fédérale dans le financement des soins de santé, sans plus.

Dans 10 ans, Ottawa contribuera à hauteur de 24 % des coûts de santé, soit la part qu'il contribuait à l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir en 2015. Or, on sait que freiner le désengagement ne suffira pas pour rebâtir le système de santé.

C'est au sous-financement chronique qu'il faut s'attaquer par un réinvestissement important si l'on veut être en mesure de faire face à la crise démographique qui s'en vient. Le Québec et les

provinces canadiennes l'ont dit, redit, et amplement démontré, mais Ottawa est aux abonnés absents. C'est à Ottawa qu'est retenu l'argent dont le Québec et les provinces ont un besoin urgent et durable.

La COVID a provoqué une crise des revenus des particuliers alors que des millions de personnes ont temporairement dû cesser de travailler. Elle a révélé l'indigence de l'assurance-emploi qui ne couvre qu'une minorité des contributeurs au régime qui perdent leur emploi. Cette inadéquation a forcé le gouvernement à compenser par la création d'une panoplie de programmes spéciaux, souvent improvisés, mal ciblés, inefficaces et coûteux.

Or, ces programmes ont pris fin, tout comme les assouplissements au régime d'assurance-emploi, revenu à l'état qui était le sien avant 2020 et dont la COVID a révélé les insuffisances. C'est maintenant, alors que le spectre d'une récession commence à poindre, qu'il faut corriger les failles du régime d'assurance-emploi, le rendre plus accessible et l'adapter aux emplois atypiques qui augmentent en importance. C'est la nécessaire réforme en profondeur dans laquelle Ottawa refuse de s'engager.

Puis, il y a eu la réouverture de l'économie après les confinements.

***La sortie de COVID a révélé des faiblesses dans notre économie : pénurie de logement et de main-d'œuvre, fragilité des chaînes d'approvisionnement, manque de concurrence. Ces facteurs ont contribué à l'explosion des prix. Il faut augmenter la résilience de notre économie et protéger le pouvoir d'achat des aînés.***

Cette réouverture de l'économie a aussi révélé son lot de faiblesses. La pénurie de logements causée par des années de sous-construction et de sous-financement a provoqué l'explosion des prix. Les mises en chantier, particulièrement pour le logement locatif abordable comme pour le logement social et coopératif, s'annoncent encore anémiques en 2023. Un coup de barre s'impose, et vite !

La déstructuration de notre secteur manufacturier nous a rendus gravement dépendants de fournisseurs étrangers dans des chaînes d'approvisionnement mondialisées dont la crise a révélé la fragilité. Là encore, les ruptures ont entraîné des pénuries et une forte inflation, amplifiées par un manque de concurrence qui a permis à la grande distribution de hausser ses prix à volonté. Il faut dès maintenant rebâtir des chaînes d'approvisionnement solides et améliorer notre régime de concurrence. Améliorer la résilience de notre économie est un impératif.

Tous ces facteurs ont contribué à la hausse des prix puis aux hausses successives des taux d'intérêt décrétées par la banque centrale. Or, on connaît ceux qui en souffrent le plus : les personnes à revenu fixe comme les retraités, les gagne-petit

qui ne peuvent pas faire face à la hausse des prix des biens essentiels et les ménages lourdement endettés qui sont particulièrement frappés par la hausse des taux d'intérêt, au premier chef les jeunes familles ayant récemment acquis une maison.

Comme si ce n'était pas assez, ce sont maintenant les crises internationales qui nous bousculent.

L'agression contre l'Ukraine transforme la Russie en paria international et la sort des grands circuits commerciaux et économiques. L'effet se fait sentir sur le prix des produits de base, le pétrole, le grain, les engrais, dont les prix ont explosé. En plus de nous rappeler l'urgence de diminuer notre dépendance au pétrole, la guerre affecte tout particulièrement le milieu agricole dont le prix des intrants a explosé. Il faut de toute urgence lui donner les outils pour passer à travers la crise et l'aider à adopter un modèle plus durable : protection du modèle de gestion de l'offre, prévisibilité, résilience face aux variations annuelles des rendements et face aux catastrophes, transition écologique, réciprocité des normes, relève…

Et il y a la Chine. Comme son économie est beaucoup plus diversifiée que celle de la Russie, une hausse des tensions risque d'avoir des impacts dans beaucoup plus de secteurs. En particulier, nous sommes entièrement dépendants de l'approvisionnement chinois pour les composantes nécessaires aux biens de haute technologie et à l'électrification des transports. Il faut donner un coup de fouet à ces secteurs.

Nous jouissons déjà d'un avantage comparatif grâce à la présence de minéraux stratégiques dans le sous-sol du Québec et du Canada. Si on passe de la mine à la batterie comme le propose le gouvernement du Québec, nous avons tous les atouts pour devenir le moteur nord-américain de l'électrification des transports et devenir un maillon essentiel d'une nouvelle chaîne d'approvisionnement plus résiliente. Dans ce domaine, Ottawa doit ramer dans le même sens que Québec pour accélérer le déploiement de sa stratégie.

Et finalement, il y a les crises qui se déroulent au ralenti.

***Les tensions internationales nous rappellent l'urgence de diminuer notre dépendance au pétrole, de rebâtir et diversifier nos chaînes d'approvisionnement et de soutenir notre secteur agricole particulièrement bousculé.***

Trois défis fondamentaux nous confrontent et sont autant de crises qui se déroulent au ralenti : le climat, la démographie et le déséquilibre fiscal.

Ce sont trois crises que l'on voit venir. Prévues, analysées depuis longtemps, rien ne justifie qu'on ne prenne pas les mesures pour y faire face.

***L'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby-boom a des impacts économiques importants : la baisse du pouvoir d'achat pour celles et ceux qui prennent leur retraite et pénurie de main-d'œuvre pour les entreprises.***

D'abord, il y a les changements démographiques. Le vieillissement de la population augmentera la pression sur les services de santé et les finances publiques du Québec et des provinces, on le sait. Mais l'arrivée à la retraite de la génération du baby-boom aura aussi des impacts économiques importants. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada est l'un de ceux qui protège le moins le pouvoir d'achat de celles et ceux qui arrivent à la retraite. Il urge de préserver ce pouvoir d'achat des aînés pour éviter que le choc démographique ne provoque un choc économique important. D'où notre demande de hausser la pension de la sécurité de la vieillesse, sans discrimination basée sur l'âge.

Cette arrivée massive à la retraite pose des défis pour les entreprises. La pénurie de main-d'œuvre risque de nous empêcher de rebâtir nos chaînes d'approvisionnement si on ne prend pas des mesures pour y faire face. Il faut prévoir des instruments pour encourager les travailleurs d'expérience qui le désirent à rester en emploi. Il faut augmenter la productivité de nos entreprises pour leur permettre de composer avec la rareté de main-d'œuvre. Il faut transférer le programme de travailleurs étrangers temporaires à Québec pour le rendre plus efficace et l'intégrer à sa politique de main-d'œuvre.

***Les bouleversements climatiques demandent une réponse en deux volets : l'adaptation pour améliorer la résilience de nos infrastructures publiques et l'accélération marquée de la transition verte.***

Ensuite, il y a la crise climatique. Là encore, on la voit se déployer depuis longtemps, on l'a analysée sous toutes ses coutures, mais on tarde à agir. Qu'il s'agisse de l'érosion des berges ou de la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, les dérèglements climatiques vont exercer des pressions énormes sur nos infrastructures publiques. Un fonds d'adaptation s'impose.

Plus fondamentalement, il faut accélérer la transition vers une économie carboneutre.

De toute urgence, il faut rediriger les sommes investies dans les hydrocarbures vers l'économie verte : efficacité énergétique dans tous les domaines, électrification des transports incluant la transformation des minéraux stratégiques, abandon graduel du pétrole au profit des énergies renouvelables, pratiques agricoles plus durables.

Alors que les pétrolières profitent des crises internationales pour engranger des profits indécents, Ottawa doit mettre fin à toutes les formes de subventions, en incluant pour la séquestration du carbone et les petites centrales nucléaires qui visent à produire l'énergie permettant d'augmenter la production de sables bitumineux. Ces sommes doivent être redirigées vers l'accélération de la transition.

Vu l'énormité du chantier et l'urgence d'agir, le secteur financier devra faire sa part et rediriger graduellement ses investissements pétroliers vers l'économie verte. Ottawa doit amener les banques à donner un coup de barre en les forçant à intégrer les risques climatiques dans leurs investissements. Ce sont des dizaines de milliards qui pourront être rendus disponibles pour la transition verte.

***Dans une fédération, il y a déséquilibre fiscal lorsqu'un palier de gouvernement perçoit plus d'impôts que ce dont il a besoin pour assumer ses propres responsabilités alors que l'autre n'arrive pas à financer les siennes d'une manière autonome. Au Canada, il y a un grave déséquilibre fiscal au détriment du Québec et des provinces.***

Et il y a le problème permanent du déséquilibre fiscal.

Le déséquilibre fiscal cause des dysfonctionnements importants qui limitent la capacité de l'État à faire face aux défis auxquels il est confronté, et ils sont nombreux. Ces dysfonctionnements sont de trois ordres.

Premièrement, Ottawa percevant plus de revenus que ce dont il a besoin pour assumer les responsabilités fédérales, il ne fait pas l'effort de gérer son propre appareil d'une manière efficace. L'État fédéral est notoirement inefficace et tout coûte plus cher qu'il ne le devrait.

Deuxièmement, Ottawa utilise sa marge de manœuvre pour s'ingérer dans les domaines qui relèvent du Québec et des provinces. Ces ingérences rendent le partage des pouvoirs moins clair et moins rationnel, tout en minant notre autonomie. Les doublons juridictionnels n'ont aucune vertu d'efficacité. Ils ne font que favoriser la centralisation vers Ottawa.

Et finalement, puisque c'est Ottawa qui influence fortement les cordons de la bourse du gouvernement du Québec et de ceux des provinces canadiennes, la capacité du gouvernement du Québec à assumer pleinement ses responsabilités s'en trouve diminuée. Le directeur parlementaire du budget est sans appel : si la tendance se maintient, à terme, les gouvernements des provinces ne seront carrément plus viables et c'est l'implosion qui les menace alors que le gouvernement fédéral verra sa marge de manœuvre augmenter considérablement.

En d'autres mots, à moins d'infléchir la tendance, on risque d'assister à une centralisation sans précédent des pouvoirs entre les mains d'Ottawa, retirant au peuple québécois la capacité de se développer selon ses besoins, ses forces, ses particularités et ses désirs.

C'est en ayant en tête ces importants défis que le Bloc Québécois formule ses attentes en vue du budget fédéral 2023.

***Fruit de consultations très étendues menées par l'ensemble des députés du Bloc Québécois, nos attentes reflètent les besoins exprimés par les différents secteurs de la société québécoise.***

Face aux défis pressants qui nous attendent, l'heure n'est pas aux nouveaux programmes clinquants, souvent dans des domaines qui ne relèvent pas du fédéral, ni aux politiques clientélistes préélectorales. Sur le plan financier, c'est la prudence qui nous permettra d'éviter l'austérité. Sur le plan économique, c'est en s'attaquant aux fondamentaux qu'on se protégera le mieux contre les possibles soubresauts d'un environnement extraordinairement incertain.

En période d'incertitude, il faut revenir au fondamental.

Les défis qui nous confrontent sont importants, mais le Québec est particulièrement bien positionné pour les relever. Nos attentes budgétaires sont un vote de confiance pour l'avenir du Québec.

Les forces de l'économie québécoises sont précisément celles qui vont gagner dans un monde en changement accéléré. Aussi, répondre aux besoins actuels des différents secteurs de l'économie québécoise revient à entrer enfin de plein pied dans le 21e siècle.

Nous avons déjà une abondante production d'énergie propre et renouvelable, en particulier l'hydroélectricité. Dans ce domaine, le virage est déjà pris et nous sommes prêts à passer à l'autre étape : l'économie carboneutre.

Notre forêt, si elle est gérée de manière à en assurer la pérennité, offre une ressource renouvelable qui pourrait être l'une des clés vers le remplacement des hydrocarbures. Si nous intensifions la recherche, nous pourrons transformer plus et générer plus de richesse avec cette ressource.

Notre agriculture de proximité a déjà épousé le modèle de l'avenir en faveur des circuits courts et de la sécurité alimentaire. Aidons nos agriculteurs face à la tourmente internationale actuelle qui gonfle le prix de leurs intrants et aidons-les à développer des pratiques plus durables. L'avenir est là.

Dans le domaine des minéraux critiques, essentiels au redéveloppement des chaînes d'approvisionnement et de l'électrification des transports, c'est chez nous que se trouvent les seules mines en activité au Canada. Passons de la mine à la batterie et devenons un maillon essentiel de la chaîne, en particulier pour l'approvisionnement de l'Amérique du Nord.

Évidemment, tout ce développement doit s'effectuer en respectant les plus hauts standards environnementaux, et en partenariat avec les communautés autochtones et avec l'acceptation des populations locales.

C'est bon pour la transition verte, c'est bon pour la résilience de l'économie, c'est bon pour le positionnement stratégique du Québec dans un monde en changement.

Autre atout, la société québécoise est particulièrement créative. Une société stationnaire vit difficilement le changement. L'antidote, c'est la créativité et le Québec en a à revendre. C'est vrai dans le domaine des arts et de la culture, dont il faut assurer la santé et le rayonnement et dont la langue française est l'expression la plus éclatante, mais c'est aussi vrai dans tous les domaines.

Le patenteux d'hier s'active aujourd'hui dans l'intelligence artificielle, crée le prochain jeu vidéo, développe les prochains outils financiers verts, cherche à développer l'industrie aéronautique de demain. C'est déjà le cas.

Le Québec, moteur technologique du Canada, a tout pour devenir le Silicon Valley du Nord, pourvu qu'on soutienne nos secteurs de pointe.

Et finalement, il y a notre modèle social, en particulier notre politique fiscale et notre politique familiale, qui font du Québec l'endroit sur le continent où la richesse est la mieux répartie, avec une plus grande part de notre population qui fait partie de la classe moyenne qu'ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Dans un monde sous tension, c'est un gage d'une vie plus douce et de paix sociale. D'où l'importance de préserver la capacité d'action du gouvernement du Québec et de s'attaquer sérieusement au déséquilibre fiscal qui la mine.

***Le prochain budget devra contenir certains incontournables, des mesures qu'il faut prendre de toute urgence. Le Bloc Québécois les a communiquées à la ministre des Finances il y a quelques semaines.***

Gabriel Ste-Marie, porte-parole du Bloc Québécois en matière de finances, a écrit à Chrystia Freeland. En plus de l'informer que nous comptions présenter nos demandes détaillées cette semaine, il lui a d'emblée fait part de six demandes que le Bloc estime incontournables :

- **Hausser les transferts en santé au niveau de la demande initiale des provinces. En lien avec cette demande, entreprendre le règlement du déséquilibre fiscal ;**
- **Appliquer une hausse supplémentaire de la Sécurité de la vieillesse dès 65 ans ;**
- **Mettre en place la réforme de l'Assurance-emploi dès maintenant ;**
- **Exempter les aéronefs de la taxe sur les produits de luxe ou modifier la taxe de façon à ne pas plomber l'industrie de l'aérospatiale ;**
- **Réformer les services fédéraux pour éviter les ratés et les délais actuels (IRCC, vétérans francophones, Assurance-emploi, Services frontaliers) ;**
- **Accroître l'appui financier du gouvernement fédéral en éducation à travers le Programme des langues officielles dans l'enseignement (PLOE) pour refléter la hausse du coût de la vie et la croissance des réseaux scolaires francophones hors Québec.**

Les pages qui suivent présentent plus en détail les attentes du Bloc Québécois.

Elles reflètent les demandes exprimées par les différents secteurs de la société québécoise lors de nos consultations.

Elles répondent aux besoins réels du Québec.

Elles aideront le Québec à faire face aux multiples crises actuelles et visent à nous rendre plus résilients.

Elles permettront au Québec d'embrasser l'avenir avec confiance.

# ATTENTES BUDGÉTAIRES

## DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Entreprendre le règlement du déséquilibre fiscal par une approche en deux temps :

- D'abord, relever les transferts à un niveau viable :
  - 35 % des coûts de santé pour le transfert pour la santé ;
  - Réinvestissement dans le transfert pour les programmes sociaux pour annuler l'effet des coupes sombres des années 1990 ;
- Ensuite, s'asseoir avec les provinces et le Québec pour négocier un partage de l'assiette fiscale permettant à chaque ordre de gouvernement d'assumer ses propres responsabilités d'une manière autonome.

## POLITIQUE DE L'AÉROSPATIALE

Mettre en place dès 2023 une politique globale de l'aérospatiale, afin de :

- Suspendre immédiatement la taxe de luxe sur les aéronefs, le temps nécessaire pour en corriger les effets pervers ;
- Assurer une complémentarité avec la politique québécoise de l'aérospatiale ;
- Prévoir des sommes récurrentes en investissements directs dans des projets d'envergure notamment le développement de l'avion vert ;
- Assouplir les règles pour avoir accès au crédit à la recherche et développement ;
- Assurer des retombées substantielles dans les achats gouvernementaux ;
- Mettre en place un volet d'accompagnement pour permettre aux PME de participer aux projets et de faire valoir leur expertise auprès des donneurs d'ordre ;
- Soutenir le développement de la filière du recyclage d'aéronefs ;
- Mettre à niveau les infrastructures aéroportuaires nécessaires au développement de l'industrie ;
- Développer une politique distincte pour le volet spatial.

## AÎNÉS

- Hausser dès juillet prochain la Pension de la sécurité de la vieillesse (SV) de 10 % pour les aînés dès l'âge de 65 ans ;
- Hausser de 30 % le revenu d'emploi qui peut être gagné sans que le Supplément de revenu garanti (SRG) ne soit affecté ;
- Mettre en place un crédit d'impôt pour les travailleurs aînés qui désirent demeurer en emploi ou y retourner ;
- Inscrire automatiquement et rétroactivement au SRG tous les aînés qui y sont admissibles ;
- Continuer pendant 3 mois à verser le SRG aux personnes qui n'ont pu remplir leur déclaration de revenus à temps ;
- Continuer pendant 3 mois à verser au conjoint survivant la SV et le SRG du défunt ;
- Mettre en place un fonds de garantie des prestations de retraites pour les entreprises sous juridiction fédérale.

## ASSURANCE-EMPLOI

Procéder sans délai à une réforme en profondeur du régime d'Assurance emploi, afin de :

- Renoncer et effacer le déficit que la caisse de l'assurance-emploi a dégagé pendant la pandémie pour éviter qu'elle n'ait à le compenser par des surplus récurrents dans les années à venir ;
- Établir à 360 heures le seuil pour être admissible aux prestations ;
- Prolonger à 50 semaines la prestation de maladie et la prestation pour proche aidant ;
- Prolonger à 2 ans la période de référence pour rendre admissibles les personnes qui ont bénéficié de l'assurance parentale ;
- Créer un programme souple adapté au travail atypique, notamment les travailleuses et travailleurs autonomes et les travailleurs de la culture.

## RECHERCHE

- Hausser de 25 % le montant des bourses destinées aux étudiants des cycles supérieurs ;
- Augmenter substantiellement le nombre de bourses des trois conseils subventionnaires ;
- Créer des bourses pour les étudiants du premier cycle qui participent à des projets de recherche ou à des conférences internationales ;
- Mettre en place un mécanisme d'indexation au coût de la vie des bourses de recherche.

## LOGEMENT

- Réserver une enveloppe spécifique au Québec dans tous ses programmes de logement pour s'assurer que les Québécoises et Québécois en aient leur juste part ;
- Reconduire et rendre permanente l'Initiative de création rapide de logements ;
- Augmenter le transfert dédié aux subventions de supplément de loyer ;
- Faire en sorte que les sommes du Fonds d'innovation pour le logement abordable et celles du nouveau programme de coopératives d'habitation puissent être transférées à Québec ;
- Hausser le transfert destiné à la rénovation du parc existant de logements sociaux ;
- Créer un fonds d'acquisition pour permettre aux organismes d'habitation d'acheter des logements existants et les sortir du marché privé lucratif ;
- Rendre prévisible le programme Vers un chez-soi de lutte à l'itinérance par un budget sur 5 ans plutôt qu'annuel ;
- Assouplir l'interdiction d'acheter une résidence pour les non-Canadiens de manière à y exclure toutes celles et tous ceux qui vivent ici et ont l'intention d'y rester, et ce peu importe leur statut.

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

- Rembourser le tarif sur l'importation des engrais russes aux agriculteurs qui n'arrivent pas à s'approvisionner ailleurs ;
- Bonifier le programme Agri-stabilité pour qu'il couvre 85 % de la marge de référence, en maintenant le taux de remboursement à 80 % ;
- Mettre en place des prêts sur 40 ans pour permettre aux nouveaux agriculteurs d'acquérir une terre, avec mise de fonds réduite ;
- Bonifier le programme de paiements anticipés et l'étendre à l'ensemble des produits agricoles ;
- Soutenir la modernisation des entreprises de transformation pour en améliorer la productivité et leur permettre de composer avec la pénurie de main-d'œuvre ;
- Créer un programme de mise en culture des terres en friche ;
- Clarifier rapidement les règles fiscales applicables au transfert intergénérationnel des fermes et entreprises familiales, y compris à un neveu ou une nièce ;
- Soutenir la création d'abattoirs en région pour réduire la concentration de l'industrie ;
- En marge des programmes de gestion de risque, prévoir un fonds spécial pour catastrophe climatique ou crise diplomatique ;
- Augmenter considérablement les inspections pour s'assurer que les produits agroalimentaires importés soient conformes aux normes exigées ici ;
- Élargir l'exemption de la taxe d'accise pour les cidres et les hydromels à l'ensemble des vins de fruits, de légumes et d'érable, de même qu'aux produits cofermentés ou aromatisés ;
- Annoncer officiellement dans le plan budgétaire l'intention du gouvernement de ne conclure aucun accord commercial qui affecte la gestion de l'offre.

## INFRASTRUCTURES

- Reporter d'un an la date limite pour l'approbation des projets d'infrastructures que le dernier budget devançait au 31 mars 2023 ;
- Renflouer le programme de ports pour petits bateaux ;
- Annoncer la participation fédérale au projet de tramway interprovincial reliant Gatineau et Ottawa ;
- Créer un programme de financement de tours cellulaires dans les zones peuplées non couvertes par le réseau.

## ENVIRONNEMENT

- Mettre fin dès 2023 à toute forme de subvention, incluant fiscale, aux énergies fossiles ;
- Renoncer à subventionner les projets de capture et séquestration du carbone et les petits réacteurs nucléaires, tous deux destinés à augmenter la production de pétrole issu des sables bitumineux ;
- Amener le secteur financier à délaisser le secteur des hydrocarbures au profit d'investissements plus durables, en introduisant les risques climatiques dans les normes prudentielles et en rendant obligatoire la divulgation des risques climatiques dans leur portefeuille ;
- Modifier le mandat de l'Office d'investissement du régime de pension du Canada pour prévoir des objectifs de développement durable et la sortie graduelle des énergies fossiles ;
- Mettre en place un fonds de lutte à l'érosion des berges ;
- Créer un programme d'infrastructures pour l'adaptation aux changements climatiques ;
- Soutenir financièrement le virage vers une agriculture plus durable : virage vers les énergies propres, fin des pesticides néonicotinoïdes et des engrais à base d'hydrocarbures, permaculture, agriculture biologique ;
- Financer la révision et le maintien de la norme biologique.

## CULTURE ET MÉDIAS

- Reconduire et bonifier le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique ;
- Renouveler pour 3 ans le financement de l'Initiative de journalisme local ;
- Rendre permanentes les bonifications annoncées au Fonds du Canada pour la présentation des arts et au programme de Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine et les bonifier pour tenir compte de la hausse des coûts et de l'achalandage ;
- Mettre en place un programme de deux ans visant à doubler les recettes de vente de billets pour les organismes des arts de la scène.

## APPAREIL FÉDÉRAL ET PERCEPTION FISCALE

- Entreprendre un vaste chantier de déconcentration de l'appareil fédéral en permettant aux fonctionnaires d'aller travailler dans des bureaux fédéraux situés à l'extérieur d'Ottawa ;
- Entreprendre des pourparlers avec le gouvernement du Québec afin de permettre aux contribuables québécois de ne remplir qu'une seule déclaration de revenus, à Revenu Québec ;
- Mettre en place une cellule de crise pour améliorer l'efficacité de l'appareil fédéral et rétablir sa capacité à offrir les services à la population ;
- Mettre fin à tous les contrats accordés à des firmes de consultants en affaires pour des travaux qui pourraient être effectués par la fonction publique ;
- Cesser d'exempter d'impôt les profits d'entreprises rapatriés de paradis fiscaux avec lesquels le Canada a conclu des accords de partage de renseignements ;
- Œuvrer en faveur de la mise en place d'un registre international des propriétaires et bénéficiaires réels des entreprises et fiducies pour lutter contre l'évasion fiscale.

## RÉGIONS, MINES ET FORÊT

- Soutenir la recherche, l'innovation et la précommercialisation dans le domaine forestier pour le développement de nouveaux produits transformés et de produits de remplacement aux hydrocarbures ;
- Soutenir financièrement les projets de transformation des minéraux critiques issus de notre sous-sol afin d'accélérer le développement de la filière batterie et composantes de véhicules électriques ;
- Établir un centre de recherche sur l'extraction et la transformation des minéraux critiques en région minière ;
- Mettre en place des fonds régionaux au soutien à l'innovation territoriale, administrés par les acteurs régionaux eux-mêmes ;
- Mettre en place un crédit d'impôt pour les jeunes diplômés et les immigrants récents qui s'établissent en région ;
- Inclure le village d'Anticosti (Port-Menier) dans la zone A en ce qui concerne les déductions pour habitants en régions éloignées, étant donné son enclavement ;
- Mettre en place un crédit d'impôt pour les jeunes sportifs en région qui doivent se déplacer pour pratiquer leur sport.

## CONSOMMATEURS ET PETITES ENTREPRISES

- Limiter les frais de transactions par cartes de crédit ;
- Forcer les émetteurs de cartes de crédit à émettre des cartes de base à taux d'intérêt plus faibles ;
- Revoir la Loi sur la concurrence, notamment pour élargir la notion d'abus de position de dominantes dans les domaines dominés par quelques gros joueurs ;
- Mettre en place un processus d'appel et de révision pour les petits entrepreneurs dont le gouvernement a rappelé le prêt d'urgence reçu pendant la pandémie.

## PREMIÈRES NATIONS

- Augmenter considérablement l'enveloppe dédiée au logement autochtone de manière à combler le manque de logements sur les réserves d'ici 2030.

# Décidons *nous*-mêmes!

BLOC
Québécois